

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 13/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME)

7 rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris

Références : LP2025/460 - VAT20250431
Code AIOT : 0010000974

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME) implanté Usine d'incinération Les Gatines Arrabloy 45500 Gien. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC ENERGIES 45 (ex ARCEVAL ex CIDEME)
- Usine d'incinération Les Gatines Arrabloy 45500 Gien
- Code AIOT : 0010000974
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC Energies 45 (anciennement ARCEVAL), exploite sur la commune de Gien-Arrabloy une unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) ainsi qu'une plate-forme de maturation des mâchefers.

Les activités exercées par la société PAPREC Energies 45 sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 15 février 2023 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 4.2.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	90 jours
2	Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques en période NOC	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	90 jours
3	Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques en situation R-EOT	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	90 jours
4	Respect des VLE journalières en dioxines et furannes	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1	/	Demande d'action corrective	90 jours
6	Zone de chalandise	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 7	/	Demande d'action corrective	60 jours
8	Calcul des moyennes journalières en NOC	Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 3.2.6	/	Demande d'action corrective	90 jours
9	Registre déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Mise à jour de l'analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
7	Volume de déchets incinérés par an	Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 23/02/2023type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)les secteurs collectés et les réseaux associés ;les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats :

A la suite de la visite d'inspection l'exploitant a transmis, le 15 septembre, 3 plans rassemblant les différents réseaux de l'établissement.

Les trois plans correspondent au plan de récolement, réalisé à la suite d'une mise en conformité de l'installation (à priori de 2006, l'information est peu lisible), annoté à la main avec des informations sur la collecte des effluents aqueux, des eaux pluviales et le réseau d'alimentation en eau.

Ces 3 plans ne font pas apparaître :

- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de déconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

De plus, si la date du plan est bien 2006, l'exploitant n'a pas fait réaliser de nouveau plan des réseaux à la suite des modifications apportées à son installation depuis.

L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux à jour et représentant les informations listées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection un plan des réseaux mis à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 2 : Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques en période NOC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 11 % sur sec.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère par chaque ligne sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Valeur limite en moyenne journalière ou sur la période d'échantillonnage en période normale de fonctionnement (NOC) (mg/Nm ³) à partir du 03/12/2023.
Poussières totales	5
COT	10
CO	50
Chlorure d'hydrogène (HCl)	6
Fluorure d'hydrogène (HF)	1
Dioxyde de soufre (SO ₂)	30
NOx	80

Ammoniac (NH ₃)	10
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,02
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3
Mercure et ses composés (Hg)	0,02

Constats :

Rappel constat 2024 :

Les résultats des concentrations moyennes journalières de janvier à mai 2024 ont révélé un dépassement en mercure le 28 janvier 2024 à 84,18 µg/Nm³. Aucun autre dépassement constaté.

Constat 2025 :

Le respect des valeurs limites d'émission (VLE) en conditions NOC (conditions normales d'exploitation) est vérifié sur la période de mars à juillet 2025 d'après les rapports d'autosurveillance mensuels.

L'inspection constate ainsi, pour les mesures en continue (poussière, COT, HCl, HF, SO₂, NOX, NH₃ et Hg) en moyenne journalière sur cette période :

- un dépassement en mercure le 14 mai : 56,61 µg/Nm³ pour une VLE à 20 µg/Nm³
- un léger dépassement en acide chlorhydrique (HCl) le 24 avril : 6,55 mg/Nm³ pour une VLE à 6 mg/Nm³

Le dépassement en mercure s'évite en effectuant un tri à la source des déchets. A la suite de l'inspection de 2024, l'exploitant mentionne avoir communiqué auprès de ces clients pour qu'une vigilance soit apportée au tri à la source.

Au sujet de l'acide chlorhydrique, l'exploitant indique que ce polluant est traité avec les réactifs chaux et bicarbonate. Du fait des travaux de changement du second four, le silo de bicarbonate est en indisponibilité depuis le mois de mars.

Un dépassement ponctuel en mercure et HCl de la VLE journalière constaté en conditions NOC sur la période étudiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 3 : Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques en situation R-EOT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE journalières des rejets atmosphériques en situation R-EOT

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 11 % sur sec.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère par chaque ligne sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Valeur limite en moyenne journalière pendant la période de fonctionnement

	effective (R-EOT) (mg/Nm ³)
Poussières totales	10
COT	10
CO	50
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10
Fluorure d'hydrogène (HF)	1
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50
NOx	80
Ammoniac (NH ₃)	30
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés,	0,05

cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,5
Mercure et ses composés (Hg)	0,05

Constats :

Rappel constat 2024 :

Les résultats des concentrations moyennes journalières de janvier à mai 2024 ont révélé un dépassement en mercure le 28 janvier 2024 à 84,18 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$. Aucun autre dépassement constaté.

Constat 2025 :

Le respect des VLE en situation de fonctionnement effective (R-EOT) est vérifié sur la période de mars à juillet 2025 d'après les rapports d'autosurveillance mensuels.

L'inspection constate ainsi, pour les mesures en continue (poussière, COT, HCl, HF, SO_2 , NOX, NH_3 et Hg) en moyenne journalière sur cette période, un dépassement en mercure le 14 mai : 56,61 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ pour une VLE à 50 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$.

Pour le mercure et à la suite de l'inspection de 2024 l'exploitant a communiqué auprès de ces clients pour attirer leur vigilance sur le tri à la source des déchets.

Un léger dépassement ponctuel en mercure de la VLE journalière en conditions R-EOT constaté sur la période étudiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Respect des VLE journalières en dioxines et furannes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultat de l'incinération des déchets :

Paramètre	unité nouvelle (ng I-TEQ/Nm ³)	Période d'établissement de la moyenne
PCDD/PCDF	0.06	moyenne sur la période d'échantillonnage * à long terme

* Lorsque l'échantillonnage à long terme comprend des périodes de conditions de fonctionnement autres que normales, la VLE reste applicable pour la moyenne de l'ensemble de la période d'échantillonnage. En cas de dépassement de la VLE, l'exploitant pourra indiquer la présence éventuelle de périodes OTNOC ayant impacté la mesure pendant la période de prélèvements.

Constats :

L'exploitant suit ses émissions en dioxines et furannes en utilisant une mesure semi continue de cartouche (période d'échantillonnage à long terme).

Depuis le mois d'octobre 2024, les valeurs mesurées en dioxines et furannes suivants ont été constatées :

Période de la cartouche	Valeurs mesurées sur la cartouche (ng I-TEQ/Nm ³)
1/10/2024 au 4/11/2024	0.045
04/11/2024 au 3/12/2024	0.234
3/12/2024 au 30/12/2024	0.1306

30/12/2024 au 27/01/2025	0.0974
27/01/2025 au 24/02/2025	0.1542
24/02/2025 au 24/03/2025	0.1811
24/03/2025 au 22/04/2025	0.12
22/04/2025 au 19/05/2025	0.0858
19/05/2025 au 16/06/2025	0.6005
16/06/2025 au 15/07/2025	0.0457

A la suite des dépassements des VLE de l'arrêté préfectoral, l'inspection a demandé, le 21 janvier et le 7 avril 2025, à l'exploitant de fournir un rapport d'incident détaillant les circonstances, les causes et les mesures correctives mises en place pour revenir à une concentration conforme à l'arrêté préfectoral de dioxines et furannes mesurée dans les cartouches.

L'exploitant a transmis les 5 février et 14 avril les rapports demandés. L'exploitant mentionne qu'à la suite des dépassements plusieurs mesures ont été prises pour diminuer le rejet en dioxines et furannes, notamment la remise en état des buses d'injection de réactifs, le nettoyage complet du process, le changement d'un manche du filtre.

L'exploitant a réalisé, pour chaque résultat de cartouches supérieur à la VLE en conditions R-EOT de son arrêté préfectoral ($0.1 \text{ ng I-TEQ/Nm}^3$) une "contre analyse" (mesure ponctuelle) ; chaque résultat était inférieur à la VLE en conditions NOC de l'arrêté préfectoral ($0.06 \text{ ng I-TEQ/Nm}^3$).

De plus, les résultats de mesures de la concentration en dioxines et furannes des cartouches semblent en baisse, la dernière mesure disponible est en dessous de $0.06 \text{ ng I-TEQ/Nm}^3$. Il convient de confirmer cette tendance sur une plus longue période.

Conformément à l'arrêté ministériel du 12/01/2021, la mesure sur cartouche doit être comparée à la VLE de l'arrêté ministériel et son article 7.1.1 (soit 0.06 ng-TEQ/Nm^3 pour une installation

nouvelle) qu'elles que soient les conditions d'exploitation (NOC ou R-EOT).

Ainsi, les rejets en dioxines et furannes de l'installation sont non conformes par rapport aux VLE de l'arrêté ministériel et son article 7.1.1 pour les mois de novembre 2024 à juin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 5 : Mise à jour de l'analyse du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre

Prescription contrôlée :

Cette analyse (analyse du risque foudre, ARF) est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni une analyse du risque foudre, datée du 28 juin 2023 et réalisée par l'organisme APAVE. Cette dernière a été réalisée à la suite de la mise en place du nouveau four sur le site. Le rapport précise que cette analyse n'a pas modifié le besoin de protection du site déduit lors de la précédente ARF. Les dispositifs de protection, mis en place à l'issue de cette ETF, ont été validés conformes par une vérification initiale. Cette dernière précise que le remplacement du four à l'intérieur de la structure ne nécessite pas de travaux supplémentaires vis à vis de la foudre.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Zone de chalandise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Nature et origine des déchets

Prescription contrôlée :

Ces déchets RBA proviennent de centres VHU agréés et autorisés pour le broyage de véhicules dépollués, situés dans les départements du Loiret (45), du Loir-et-Cher (41), du Cher (18), de la

Seine et Marne (77) et de l'Essonne (91).

Le tonnage de déchets non dangereux de RBA admissible au niveau de l'installation est limité à 6 000 tonnes par an.

Le tonnage mensuel incinéré de RBA est plafonné à 1 000 tonnes (dans le respect des 6 000 tonnes annuelles).

Le tonnage hebdomadaire de RBA admis en fosse de déchets bruts ne doit pas excéder 15% du tonnage total incinéré par semaine sur chaque ligne. L'exploitant dispose d'un registre permettant de suivre le tonnage de RBA admis en fosse de déchets bruts et le tonnage total de déchets incinérés chaque jour.

Le tonnage des boues de station d'épuration admissible au niveau de l'installation est limité à 1 000 tonnes par an (tonnage exprimé en matière sèche), ce qui correspond à environ 3 000 tonnes par an de boues pesées en entrée de l'usine via le pont bascule.

Les DASRI proviennent uniquement de la région Centre - Val-de-Loire en priorité et des départements limitrophes au département d'implantation de l'installation, à savoir : l'Yonne (89), la Nièvre (58), l'Essonne (91) et la Seine-et-Marne (77), conformément aux dispositions du SRADDET.

Les déchets ménagers et assimilés admis dans l'installation proviennent principalement du département du Loiret, notamment de la collecte du SICTOM de la région de Châteauneuf-sur-Loire et du SMICTOM des cantons de Gien, Châtillon-Coligny, Châtillon-sur-Loire et Briare.

L'installation est autorisée à accepter les déchets provenant :

- des départements de la région Centre - Val-de-Loire en priorité ;
- des départements limitrophes au département d'implantation de l'installation concernée (à savoir : l'Yonne (89), la Nièvre (58), l'Essonne (91) et la Seine et Marne (77)), dans la limite de 10 000t/an compte tenu de la proximité de ces départements.

Les tonnages correspondants aux refus de tri des collectes sélectives du SYCTOM des régions de Gien et Châteauneuf-sur-Loire qui seraient incinérés sur l'UVE ne sont pas comptabilisés comme venant des départements limitrophes hors région (même s'ils sont triés dans l'Yonne).

Toute modification de la nature et/ou de l'origine géographique des déchets précités doit être portée avant sa mise en œuvre à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Constats :

Le registre des déchets entrants de l'année 2024 a été consulté à l'issue de l'inspection via la plateforme VIGIEDECHETS, ainsi que le bilan annuel 2024 transmis par l'exploitant. En 2024, l'exploitant n'a reçu ni RBA (résidus de broyage automobile), ni boues.

Le registre des déchets entrants pour l'année 2024 indique que l'établissement a reçu et traité seulement 37,631 t de DASRI.

Pour les 37,631 t déclarées, les déchets proviennent notamment du département de l'Allier (03), département qui n'appartient pas à la zone de chalandise de l'établissement.

Les déchets ménagers et assimilés sont majoritairement en provenance du Loiret, environ 72%, le reste vient du Cher. Cependant, 239 tonnes viennent de l'entreprise "ville lumière" située à Nantes dans le 44 (Loire Atlantique). Ce département n'appartient pas à la zone de chalandise autorisée pour l'établissement.

L'installation reçoit des déchets provenant de l'Allier (DASRI) et de la Loire Atlantique (déchets ménagers et assimilés) alors qu'il n'y est pas autorisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Volume de déchets incinérés par an

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, nomenclature des installations classées

Prescription contrôlée :

Incinération de Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux - - - 7 000* t/an
Incinération de déchets ménagers Déchets d'activités économiques ---- 78 000 t/an dont :
- Les boues de station d'épuration (1000 t/an)
- Les déchets de résidus de broyage automobile non dangereux (RBA) (6000 t/an)

Constats :

D'après le bilan annuel de l'exploitant :

Type de déchets	Quantité maximum autorisée (t)	Quantité traitée en 2024 (t)
DASRI	7 000	408
Incinération de déchets ménagers et déchets	78 000	46 131

d'activités économiques		
RBA	6 000	0
Boues de step	1 000	0
Pas d'écart constaté		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 8 : Calcul des moyennes journalières en NOC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir du 3 décembre 2023, une moyenne demi horaire est considérée comme étant une valeur valide pour les VLE en condition normale de fonctionnement (NOC) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lorsqu'au moins 20 min sur 30 ont été mesurées en condition normale de fonctionnement ; • en l'absence de toute maintenance ou de tout dysfonctionnement du système de mesure automatisé sur l'ensemble de la demi-heure. <p>Pour qu'une moyenne jour soit prise en compte en NOC, il est nécessaire que pas plus de 12 moyennes demi horaires OTNOC ne soit écartées par jour.</p> <p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'exploitant a fourni 4 rapports journaliers de suivi des mesures en continu en situation NOC et R-EOT pour le 27 juillet et le 16 juin 2025. Ces derniers comptabilisent respectivement 0 minutes d'indisponibilité des mesures. Pour les deux rapports journaliers en période NOC, les demi heures non comptées comme une valeur valide pour le calcul de la VLE en condition normale correspondent toutes à des demi heures pendant lesquelles moins de 20 minutes sur 30 ont été mesurées en conditions normales (par exemple le 16 juin de 17h30 à 18h, l'installation a enregistré 12 minutes de fonctionnement OTNOC, soit 18 minutes de fonctionnement normal, ainsi la valeur moyenne horaire n'est pas considérée comme valide par l'exploitant, à juste titre).</p> <p>Suite à une sollicitation des DREAL, la DGPR a précisé que : dans le cas de journées de fonctionnement non-pleines, il faut appliquer un prorata du nombre de moyennes demi-horaires OTNOC que l'arrêté ministériel du 12/02/2021 autorise pour comptabiliser une moyenne journalière en NOC : d'après l'arrêté ministériel, pas plus de 12 moyennes demi-horaires OTNOC ne doivent être écartées par jour (soit pour une durée de fonctionnement de 24h) pour que la moyenne jour soit prise en compte en NOC ; ainsi, dans le cas d'un incinérateur qui démarre à midi, soit 12h de fonctionnement, pas plus de 6 moyennes demi-horaires OTNOC ne doivent être</p>

midi, soit 12h de fonctionnement, pas plus de 6 moyennes demi-horaires OTNOC ne doivent être écartées sur ces 12h pour que la moyenne « jour » soit prise en compte en NOC. Et dans le cas d'une journée avec seulement 18h de fonctionnement, on écarterait au maximum 9 moyennes demi-horaires OTNOC, etc.

Ainsi, pour la journée du 16 juin, l'installation était à l'arrêt pendant 4h, donc 20h de fonctionnement. Pour qu'une moyenne jour soit prise en compte en NOC, il est nécessaire que pas plus de 10 moyennes demi horaires OTNOC ne soit écartées ce jour. Or, le 16 juin, 5 moyennes demi-horaires ont été écartées, ainsi une moyenne journalière NOC aurait dû être calculée.

Le 27 juillet, l'installation était à l'arrêt pendant 5 heures et 30 minutes, donc 18 heures 30 minutes de fonctionnement. Pour qu'une moyenne jour soit prise en compte en NOC, il est nécessaire que pas plus de 9 moyennes demi horaires OTNOC ne soient écartées ce jour. Le 27 juillet, 3 moyennes demi horaires ont été écartées, ainsi une moyenne journalière NOC aurait dû être calculée.

L'exploitant a précisé lors de l'inspection que les deux arrêts, du 27 juillet et du 16 juin étaient dus respectivement à un blocage d'extracteur mâchefers et un bourrage de ce dernier. L'exploitant indique que la technologie actuelle d'extraction des mâchefers n'est pas très fiable et qu'un changement de cet équipement est envisagé d'ici 2028.

Le calcul des valeurs moyennes journalières en NOC, dans le cas de journées de fonctionnement non-pleines, est à revoir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 9 : Registre déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, identification du producteur

Prescription contrôlée :

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

D'après le registre de déchets entrants 2024 (télédéclarations consultables par l'inspection par l'outil VIGIEDECHETS) :

- pour toutes les réceptions de DASRI réalisées, les informations du producteur initial, ne sont pas renseignées dans le registre.
- seulement 37 t de DASRI sont renseignées dans le registre alors que l'exploitant déclare en avoir traité 408 t en 2024 dans son rapport annuel.
- pour 3 réceptions de "mâchefers évacués (19 01 12)" et "ferrailles (19 01 02)" les 2/04 ; 17/06 et 23/08, il semble y avoir une erreur de remplissage du registre, PAPREC ENERGIE 45 apparait comme producteur, l'expéditeur est respectivement TERRALIA, EUROVIA et ETS J.MENUT, le destinataire PAPREC ENERGIE 45 pour un traitement R4 (recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques).

Le registre des déchets entrants n'est pas correctement renseigné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours